



Pourquoi évaluer les profs et les écoles peut servir à quelque chose

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, en visite dans une classe de 6e à Laval le 3 septembre 2018. (Nicolas TAVERNIER-POOL/SIPA)

Les évaluations voulues par Jean-Michel Blanquer passent mal auprès des profs. Elles ont pourtant le mérite de montrer ce qu'on préférerait ne pas voir.

Tiens, le ministère de l'Éducation nationale sort discrètement une note [PDF] présentant les résultats – aussi glaçants que passionnants – des dernières évaluations nationales en sixième. Elle arrive à point nommé.

Cette rentrée scolaire 2018 est en effet marquée par un début de polémique sur les évaluations nationales, ce grand dada de Jean-Michel Blanquer qu'il entend multiplier en CP, CE1, sixième, seconde, et plus si affinités, afin de mieux détecter la difficulté scolaire. Une bonne partie de la gauche syndicale et intellectuelle y voit une dérive techniciste et utilitariste, sinon une menace pour le service public. C'est que le ministre de l'Éducation nationale ne cache pas sa volonté d'évaluer les élèves, mais également les équipes enseignantes. Et de s'appuyer pour ce faire sur des indicateurs robustes en termes de niveau scolaire.

Certes, Jean-Michel Blanquer répète que cette évaluation sera confiée à une agence indépendante, que l'épanouissement des enfants ou la qualité du projet éducatif seront également pris en compte et que l'on dispose aujourd'hui d'enquêtes de climat scolaire "de qualité" pour arriver à cette finesse d'analyse. Mais l'inertie du système est ce qu'elle est. Et les exemples britanniques ou américains montrent combien la culture de l'évaluation peut avoir des effets pervers. Nombre de professeurs ainsi pris la mauvaise habitude de calibrer leur enseignement sur les tests de fin d'année, en négligeant tout le reste : les arts, les sciences, la construction citoyenne... Les doutes et les questionnements soulevés sont donc légitimes.

Classements sauvages

Ce qui l'est moins, ou du moins qui suscite notre perplexité, c'est l'opposition au principe même de l'évaluation, reprise par certains des adversaires les plus virulents de Jean-Michel Blanquer. Les évaluations stresseraient les enfants, elles détruiraient même leur hippocampe si l'on en croit le dernier livre de Philippe Meirieu, qu'on a connu plus mesuré. C'est faire peu de cas du professionnalisme des professeurs – qui dans bien des écoles, ont réussi à administrer lesdits tests, sans même que les enfants (et leurs parents !) ne s'en aperçoivent. Et cela sous-estime le niveau de mithridatisation des élèves, habitués hélas à un processus constant de tri et de sélection.

Autre critique se voulant létale : les évaluations – dès lors qu'elles seront rendues publiques – risqueraient de mettre en concurrence les établissements et de susciter des phénomènes massifs de courtournement des écoles les moins cotées. D'un point de vue logique, cet argument peut sembler pertinent. Seulement, il passe, par naïveté ou par mauvaise foi, à côté d'une évidence, connue de tous les spécialistes de l'éducation. Dans la plupart des villes françaises, et a fortiori dans les grandes métropoles, les parents n'ont pas attendu les initiatives du ministre pour se mettre à classer impitoyablement les établissements.

Sur quoi se basent-ils ? Sur la rumeur publique, sur le qu'en dira-t-on, sur le fait divers vieux de cinq ans en tête des occurrences Google qui continue à distiller son poison, ou au mieux sur les résultats bruts des établissements au brevet, sans prise en compte de l'origine sociale des enfants, et encore moins de l'investissement des équipes éducatives. Bref, on ne peut pas faire pire.

Mieux lutter contre l'apartheid scolaire

La question n'est donc pas tant de savoir s'il faut ou non évaluer les établissements, mais de se demander si cette évaluation doit être abandonnée de manière sauvage au privé, avec tous les biais sociaux que cela suppose. Ou prise en charge de manière sérieuse par le public.

Contrairement à ce que répètent les adeptes – nombreux – du "Il faut que rien ne change pour que tout change", l'exercice n'est pas impossible. L'exemple des Ival utilisés depuis 1994 pour l'évaluation des lycées, mais régulièrement affinés, le démontre. Souvent regardés de haut comme un gadget politiquement correct, ces indicateurs de plus-value rapportant les résultats des élèves à leurs milieux sociaux, commencent doucement à produire leur effet.

On le voit notamment à Paris, où, déssectorisation oblige, les lycées sont ouvertement mis en concurrence (sans que cela ne dérange grand monde au demeurant...). Depuis quelques années, des établissements jadis déconsidérés mais figurant désormais en tête des palmarès Ival, comme le lycée Turgot, y gagnent en attractivité, faisant venir à eux des élèves d'origine populaire à la recherche d'un fort accompagnement ou des enfants de CSP+ essorés par la compétition scolaire effrénée qui prévaut dans la capitale.

Un système d'apartheid scolaire, social et racial, qui ressort d'ailleurs de manière flagrante dans les évaluations de début de sixième citées en introduction de cet article. Paris y apparaît comme l'académie la plus performante mais aussi, et de loin, la plus inéquitable de toute la France. C'est l'un des avantages et pas le moindre des évaluations : souligner, chiffres à l'appui, ces petits et grands renoncements que les acteurs du monde éducatif – enseignants, parents et ministres – ont souvent pris le parti de ne plus voir.

Gurvan Le Guellec

Gurvan Le Guellec

Journaliste